

Bruxelles, le 26 septembre 2014
(OR. en)

13636/14

PUBLIC 156
INF 279

NOTE

Objet: RELEVÉ MENSUEL DES ACTES DU CONSEIL - MAI 2014

Le présent document dresse la liste des actes adoptés par le Conseil en mai 2014^{1 2}.

Il contient des informations sur l'adoption d'actes législatifs, notamment:

- la date d'adoption,
- la session pertinente du Conseil,
- la cote du document adopté,
- la référence du Journal officiel,
- les règles de vote applicables, les résultats du vote et, le cas échéant, les explications de vote, ainsi que les déclarations inscrites au procès-verbal du Conseil.

¹ À l'exception de certains actes de portée limitée tels que les décisions de procédure, les nominations, les décisions d'organes établis par des accords internationaux, les décisions budgétaires ponctuelles, etc.

² En ce qui concerne les actes législatifs adoptés dans le cadre de la procédure législative ordinaire, il est possible que la date de la session du Conseil au cours de laquelle l'acte a été adopté diffère de la date effective de l'acte en question, étant donné que les actes législatifs relevant de la procédure législative ordinaire ne sont considérés comme adoptés qu'après leur signature par le président du Conseil et le président du Parlement européen, ainsi que par les secrétaires généraux respectifs des deux institutions.

Le présent document contient également des informations relatives à l'adoption d'actes non législatifs que le Conseil a décidé de rendre publiques.

Le présent document est également disponible à l'adresse suivante:

<http://www.consilium.europa.eu/documents/legislative-transparency/monthly-summaries-of-council-acts?lang=fr>

Les documents mentionnés dans le relevé figurent dans le registre public des documents du Conseil à l'adresse suivante: <http://consilium.europa.eu/documents/access-to-council-documents-public-register?lang=fr>

Il est à noter que le présent document est publié uniquement à des fins d'information - seuls les procès-verbaux du Conseil font foi. Ils sont disponibles sur le site web du Conseil à l'adresse suivante:

<http://consilium.europa.eu/documents/legislative-transparency/council-minutes?lang=fr>

INFORMATIONS CONCERNANT LES ACTES ADOPTÉS PAR LE CONSEIL EN MAI 2014

3310^e session du Conseil de l'Union européenne (AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES), tenue à Bruxelles le 6 mai 2014

ACTES LÉGISLATIFS

ACTE	DOCUMENT	RÈGLE DE VOTE	VOIX
Règlement (UE) n° 661/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil instituant le Fonds de solidarité de l'Union européenne JO L 189 du 27.6.2014, p. 143.	PE-CONS 71/14 8820/14 ADD 1 - texte des déclarations	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Décision n° 534/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 accordant une assistance macrofinancière à la République tunisienne JO L 151 du 21.5.2014, p. 9.	PE-CONS 41/14	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Règlement (UE) n° 509/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 539/2001 du Conseil fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation JO L 149 du 20.5.2014, p. 67.	PE-CONS 29/14 8822/14 ADD 1 - texte des déclarations	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur, excepté: N'ont pas pris part au vote: IE, UK

<p>Décision n° 565/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un régime simplifié de contrôle des personnes aux frontières extérieures, fondé sur la reconnaissance unilatérale par la Bulgarie, la Croatie, Chypre et la Roumanie de certains documents comme équivalant à leurs visas nationaux aux fins de transit par leur territoire ou de séjours envisagés sur leur territoire n'excédant pas 90 jours sur toute période de 180 jours, et abrogeant les décisions n° 895/2006/CE et n° 582/2008/CE JO L 157 du 27.5.2014, p. 23.</p>	<p>PE-CONS 33/14</p>	<p>Majorité qualifiée</p>	<p>Tous les États membres en faveur, excepté: N'ont pas pris part au vote: DK, IE, UK</p>
<p>Règlement (UE) n° 543/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant la décision 2005/681/JAI du Conseil instituant le Collège européen de police (CEPOL) JO L 163 du 29.5.2014, p. 5.</p>	<p>PE-CONS 59/14 8824/1/14 REV 1 ADD 1 - texte des déclarations</p>	<p>Majorité qualifiée</p>	<p>Tous les États membres en faveur, excepté: Abstention: UK N'a pas pris part au vote: DK</p>
<p>Décision n° 562/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant la participation de l'Union européenne à l'augmentation de capital du Fonds européen d'investissement JO L 156 du 24.5.2014, p. 1</p>	<p>PE-CONS 74/14 8826/14 ADD 1 - texte de la déclaration</p>	<p>Majorité qualifiée</p>	<p>Tous les États membres en faveur</p>
<p>Règlement (UE) n° 542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n° 1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux JO L 163 du 29.5.2014, p. 1.</p>	<p>PE-CONS 30/14</p>	<p>Majorité qualifiée</p>	<p>Tous les États membres en faveur, excepté: Contre: ES N'a pas pris part au vote: DK</p>

<p>Règlement (UE) n° 659/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 638/2004 relatif aux statistiques communautaires des échanges de biens entre États membres en ce qui concerne l'attribution de pouvoirs délégués et de compétences d'exécution à la Commission pour l'adoption de certaines mesures, la communication d'informations par l'administration douanière, l'échange de données confidentielles entre les États membres et la définition de la valeur statistique JO L 189 du 27.6.2014, p. 128.</p>	<p>PE-CONS 64/14</p>	<p>Majorité qualifiée</p>	<p>Tous les États membres en faveur</p>
<p>Directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil JO L 151 du 21.5.2014, p. 1.</p>	<p>PE-CONS 45/14</p>	<p>Majorité qualifiée</p>	<p>Tous les États membres en faveur, excepté: N'ont pas pris part au vote: DK, UK</p>
<p>Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 173 du 12.6.2014, p. 190.</p>	<p>PE-CONS 14/14 8832/14 ADD 1 - texte de la déclaration</p>	<p>Majorité qualifiée</p>	<p>Tous les États membres en faveur</p>

Règlement (UE, Euratom) n° 547/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union JO L 163 du 29.5.2014, p. 18.	PE-CONS 78/14	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Directive 2014/64/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant la directive 64/432/CEE du Conseil en ce qui concerne les bases de données informatisées qui font partie des réseaux de surveillance dans les États membres JO L 189 du 27.6.2014, p. 161.	PE-CONS 25/14	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur, excepté: Contre: CZ
Règlement (UE) n° 653/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 1760/2000 en ce qui concerne l'identification électronique des bovins et l'étiquetage de la viande bovine JO L 189 du 27.6.2014, p. 33.	PE-CONS 26/14 8559/14 ADD 1 - texte de la déclaration	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur, excepté: Contre: BE, CZ, AT
Décision n° 553/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la participation de l'Union à un programme de recherche et développement entrepris conjointement par plusieurs États membres, visant à soutenir les petites et moyennes entreprises qui exercent des activités de recherche et développement (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 169 du 7.6.2014, p. 1.	PE-CONS 50/14 8789/1/14 REV 1 ADD 1 - texte de la déclaration	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur

Décision n° 554/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 sur la participation de l'Union au programme de recherche et développement sur l'assistance à la vie active entrepris conjointement par plusieurs États membres JO L 169 du 7.6.2014, p. 14.	PE-CONS 51/14 8790/1/14 REV 1 ADD 1 - texte de la déclaration	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Décision n° 555/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la participation de l'Union à un programme européen d'innovation et de recherche en métrologie (EMPIR) entrepris conjointement par plusieurs États membres (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 169 du 7.6.2014, p. 27.	PE-CONS 53/14 8791/1/14 REV 1 ADD 1 - texte de la déclaration	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Décision n° 556/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la participation de l'Union à un second programme "partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques" (EDCTP-II) entrepris conjointement par plusieurs États membres JO L 169 du 7.6.2014, p. 38.	PE-CONS 54/14 8792/1/14 REV 1 ADD 1 - texte de la déclaration	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Règlement (UE) n° 660/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 1013/2006 concernant les transferts de déchets JO L 189 du 27.6.2014, p. 135.	PE-CONS 69/14 8793/14 ADD 1 - texte des déclarations	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur, excepté: Abstention: AT

Règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil JO L 149 du 20.5.2014, p. 1.	PE-CONS 20/14 8801/1/14 REV 1 ADD 1 - texte de la déclaration	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur, excepté: Abstention: RO
ACTES NON LÉGISLATIFS			
ACTE		DOCUMENT / DÉCLARATIONS	
2014/275/UE: Décision du Conseil du 6 mai 2014 modifiant, en ce qui concerne les commissaires aux comptes extérieurs de la Banque centrale du Luxembourg, la décision 1999/70/CE concernant les commissaires aux comptes extérieurs des Banques centrales nationales JO L 139 du 14.5.2014, p. 16.		8276/14	
2014/264/UE: Décision du Conseil du 6 mai 2014 concernant le lancement de l'échange automatisé de données relatives à l'immatriculation des véhicules, en Hongrie JO L 137 du 12.5.2014, p. 7.		8827/14	
2014/269/UE: Décision d'exécution du Conseil du 6 mai 2014 modifiant la décision 2009/935/JAI en ce qui concerne la liste des États et organisations tiers avec lesquels Europol conclut des accords JO L 138 du 13.5.2014, p. 104.		8516/14	

2014/322/UE: Décision du Conseil du 6 mai 2014 relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres pour 2014 JO L 165 du 4.6.2014, p. 49.	7777/14
Règlement (UE) n° 560/2014 du Conseil du 6 mai 2014 établissant l'entreprise commune Bio-industries (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 169 du 7.6.2014, p. 130.	7691/14
Règlement (UE) n° 558/2014 du Conseil du 6 mai 2014 établissant l'entreprise commune Clean Sky 2 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 169 du 7.6.2014, p. 77.	7685/14
Règlement (UE) n° 561/2014 du Conseil du 6 mai 2014 portant établissement de l'entreprise commune ECSEL (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 169 du 7.6.2014, p. 152.	7692/14
Règlement (UE) n° 559/2014 du Conseil du 6 mai 2014 portant établissement de l'entreprise commune Piles à combustible et Hydrogène 2 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 169 du 7.6.2014, p. 108.	7689/14
Règlement (UE) n° 557/2014 du Conseil du 6 mai 2014 portant établissement de l'entreprise commune "Initiative en matière de médicaments innovants 2" (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 169 du 7.6.2014, p. 54.	7678/14
Conclusions du Conseil sur la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques: bilans approfondis 2014	9156/14

3311^e session du Conseil de l'Union européenne (AFFAIRES ÉTRANGÈRES - Commerce), tenue à Bruxelles le 8 mai 2014

ACTES LÉGISLATIFS

ACTE	DOCUMENT	RÈGLE DE VOTE	VOIX
Règlement (UE) n° 654/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant l'exercice des droits de l'Union pour l'application et le respect des règles du commerce international et modifiant le règlement (CE) n° 3286/94 du Conseil arrêtant des procédures communautaires en matière de politique commerciale commune en vue d'assurer l'exercice par la Communauté des droits qui lui sont conférés par les règles du commerce international, en particulier celles instituées sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce JO L 189 du 27.6.2014, p. 50.	PE-CONS 27/14 8673/14 ADD 1 + 8673/14 ADD 2 - texte des déclarations	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Règlement (UE) n° 657/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil en ce qui concerne les pouvoirs délégués et les compétences d'exécution à conférer à la Commission JO L 189 du 27.6.2014, p. 108	PE-CONS 39/14 8560/14 ADD 1 - texte de la déclaration	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Règlement (UE) n° 544/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 302/2009 relatif à un plan pluriannuel de reconstitution des stocks de thon rouge dans l'Atlantique Est et la Méditerranée JO L 163 du 29.5.2014, p. 7.	PE-CONS 61/14 8794/1/14 REV 1 ADD 1 - texte de la déclaration	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur

Règlement (UE) n° 658/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif aux redevances dues à l'Agence européenne des médicaments pour la conduite d'activités de pharmacovigilance concernant des médicaments à usage humain (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 189 du 27.6.2014, p. 112.	PE-CONS 44/14 8795/1/14 REV 1 ADD 1 REV 1 - texte des déclarations	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Règlement (UE) n° 545/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 577/98 du Conseil relatif à l'organisation d'une enquête par sondage sur les forces de travail dans la Communauté (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 163 du 29.5.2014, p. 10.	PE-CONS 63/14	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Directive 2014/60/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012 (refonte) JO L 159 du 28.5.2014, p. 1.	PE-CONS 55/14	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 155 du 23.5.2014, p. 1.	PE-CONS 48/14 8799/14 ADD 1 - texte de la déclaration	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur, excepté: Abstention: UK

<p>Décision n° 573/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à l'amélioration de la coopération entre les services publics de l'emploi (SPE) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 159 du 28.5.2014, p. 32.</p>	<p>PE-CONS 32/14 8800/1/14 REV 1 ADD 1 - texte des déclarations</p>	<p>Majorité qualifiée</p>	<p>Tous les États membres en faveur</p>
<p>Règlement (UE) n° 652/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives du Conseil 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE, les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 178/2002, (CE) n° 882/2004, (CE) n° 396/2005 et (CE) n° 1107/2009 ainsi que la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les décisions du Conseil 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE JO L 189 du 27.6.2014, p. 1.</p>	<p>PE-CONS 24/14 8251/14 ADD 1 REV 1 + 8251/14 ADD 2 - texte des déclarations</p>	<p>Majorité qualifiée</p>	<p>Tous les États membres en faveur</p>
<p>Règlement (UE) n° 546/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 718/1999 du Conseil relatif à une politique de capacité des flottes communautaires dans la navigation intérieure en vue de promouvoir le transport par voie navigable JO L 163 du 29.5.2014, p. 15.</p>	<p>PE-CONS 67/14</p>	<p>Majorité qualifiée</p>	<p>Tous les États membres en faveur</p>
<p>Directive 2014/63/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant la directive 2001/110/CE du Conseil relative au miel JO L 164 du 3.6.2014, p. 1.</p>	<p>PE-CONS 65/14 8803/1/14 REV 1 ADD 1 - texte de la déclaration</p>	<p>Majorité qualifiée</p>	<p>Tous les États membres en faveur, excepté: Contre: LU, HU Abstention: CZ, FR</p>

Décision n° 585/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant le déploiement du service eCall interopérable dans toute l'Union européenne (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 164 du 3.6.2014, p. 6.	PE-CONS 77/14	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
3312^e session du Conseil de l'Union européenne (AFFAIRES ÉTRANGÈRES), tenue à Bruxelles le 12 mai 2014			
ACTES NON LÉGISLATIFS			
ACTE	DOCUMENT / DÉCLARATIONS		
2014/320/UE: Décision du Conseil du 12 mai 2014 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne et de ses États membres, du protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne JO L 165 du 4.6.2014, p. 18.	14783/13		
Position de l'Union européenne en vue de la sixième réunion du Conseil de stabilisation et d'association entre UE-Albanie (Bruxelles, 12 mai 2014)	9195/14		
Position de l'Union européenne en vue de la 41 ^e session du Conseil de l'EEE (Bruxelles, 13 mai 2014)	9236/14		
2014/319/UE: Décision du Conseil du 12 mai 2014 relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, concernant un accord cadre entre l'Union européenne et la Géorgie établissant les principes généraux de la participation de la Géorgie aux programmes de l'Union JO L 165 du 4.6.2014, p. 16.	16612/13		

Conclusions du Conseil sur l'élaboration d'une politique de l'Union européenne pour la région de l'Arctique	9746/14
Position de l'Union européenne en vue de la huitième session du Conseil d'association UE-Algérie (Bruxelles, 13 mai 2014)	9512/14
Conclusions du Conseil sur l'approche globale de l'UE	9644/14
Conclusions du Conseil concernant la mise en place d'un dialogue sur les droits de l'homme avec le Myanmar/la Birmanie	9690/14
Décision 2014/270/PESC du Conseil du 12 mai 2014 modifiant la décision 2010/231/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Somalie JO L 138 du 13.5.2014, p. 106.	8464/14
Règlement (UE) n° 478/2014 du Conseil du 12 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 147/2003 concernant certaines mesures restrictives à l'égard de la Somalie JO L 138 du 13.5.2014, p. 1.	8575/14
Décision d'exécution 2014/271/PESC du Conseil du 12 mai 2014 mettant en œuvre la décision 2010/656/PESC renouvelant les mesures restrictives instaurées à l'encontre de la Côte d'Ivoire JO L 138 du 13.5.2014, p. 108.	8991/14
Règlement d'exécution (UE) n° 479/2014 du Conseil du 12 mai 2014 mettant en œuvre le règlement (CE) n° 560/2005 infligeant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités au regard de la situation en Côte d'Ivoire JO L 138 du 13.5.2014, p. 3.	8992/14

<p>2014/278/UE: Décision du Conseil du 12 mai 2014 relative à la conclusion de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, à l'exception des questions relatives à la réadmission JO L 145 du 16.5.2014, p. 1.</p>	<p>5287/1/14 REV 1</p>
<p>2014/279/UE: Décision du Conseil du 12 mai 2014 relative à la conclusion de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, en ce qui concerne les questions relatives à la réadmission JO L 145 du 16.5.2014, p. 3.</p>	<p>5290/1/14 REV 1</p>
<p>Déclaration de la Commission La Commission marque son désaccord sur l'ajout de l'article 79, paragraphe 3, des articles 91 et 100 et de l'article 191, paragraphe 4, du TFUE en tant que bases juridiques pour la conclusion de l'accord-cadre avec la Corée. Une question similaire est déjà pendante devant la Cour de justice en ce qui concerne l'accord de partenariat et de coopération avec les Philippines.</p> <p>Déclaration de l'Autriche, de la Roumanie et de l'Espagne L'Autriche, la Roumanie et l'Espagne sont d'avis que les décisions du Conseil adoptées conformément à l'article 218 du TFUE concernent toujours un accord dans son intégralité. Une scission en plusieurs décisions, qui porteraient chacune sur des articles distincts d'un accord, n'est pas viable sur le plan juridique.</p> <p>Déclaration de la République tchèque La République tchèque est d'avis que les décisions du Conseil adoptées conformément à l'article 218 du TFUE dans le cadre de la conclusion d'accords dits mixtes devraient se rapporter à des accords spécifiques dans leur intégralité. Une scission en deux décisions, qui porteraient chacune sur des articles différents d'un même accord, ne semble pas nécessaire et pourrait entraîner des procédures lourdes. La République tchèque note que la pratique établie consiste à n'adopter qu'une seule décision du Conseil portant sur un accord dans son intégralité. En ce qui concerne l'affaire C-377/12, Commission européenne contre Conseil de l'Union européenne, pendante devant la Cour de justice de l'Union européenne, la République tchèque estime qu'il est prématuré de modifier cette pratique.</p>	

Déclaration du Royaume-Uni

Le Royaume-Uni estime que, à l'exception de l'article 207 du TFUE, la citation des bases juridiques matérielles spécifiques qui figure dans les décisions du Conseil relatives à la conclusion des accords susvisés ne fait pas référence à l'exercice d'une compétence externe exclusive de la part de l'UE en ce qui concerne les matières couvertes par ces bases juridiques dans le cadre de cet accord.

Décision d'exécution 2014/265/PESC du Conseil du 12 mai 2014 modifiant la décision 2014/145/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO L 137 du 12.5.2014, p. 9.	9631/14
Règlement (UE) n° 476/2014 du Conseil du 12 mai 2014 modifiant le règlement (UE) n° 269/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO L 137 du 12.5.2014, p. 1.	9637/14
Règlement d'exécution (UE) n° 477/2014 du Conseil du 12 mai 2014 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 269/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO L 137 du 12.5.2014, p. 3.	9635/14
Conclusions du Conseil sur l'Ukraine	9735/14
Conclusions du Conseil sur le processus de paix au Proche-Orient	9694/14
Conclusions du Conseil sur les enlèvements au Nigeria	9732/14

3313^e session du Conseil de l'Union européenne (AFFAIRES GÉNÉRALES), tenue à Bruxelles le 13 mai 2014

ACTES LÉGISLATIFS

ACTE	DOCUMENT	RÈGLE DE VOTE	VOIX
Règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 173 du 12.6.2014, p. 84.	PE-CONS 22/14 9343/14 ADD 1 REV 1 - texte des déclarations	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/UE et la directive 2011/61/UE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 173 du 12.6.2014, p. 349.	PE-CONS 23/14 9344/14 ADD 1 REV 1 - texte des déclarations	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Directive 2014/66/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un transfert temporaire intragroupe JO L 157 du 27.5.2014, p. 1.	PE-CONS 58/14 9346/14 ADD 1 - texte des déclarations	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur, excepté: Abstention: ES, HU, AT N'ont pas pris part au vote: DK, IE, UK

Règlement (UE) n° 656/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant des règles pour la surveillance des frontières maritimes extérieures dans le cadre de la coopération opérationnelle coordonnée par l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne JO L 189 du 27.6.2014, p. 93.	doc. PE-CONS 35/14 9347/14 ADD 1 - texte de la déclaration	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur, excepté: N'ont pas pris part au vote: DK, IE, UK
Règlement (UE) n° 655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale JO L 189 du 27.6.2014, p. 59.	PE-CONS 34/14	Unanimité	Tous les États membres en faveur, excepté: N'ont pas pris part au vote: DK, UK
Règlement (UE) n° 662/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 modifiant le règlement (UE) n° 525/2013 en ce qui concerne la mise en œuvre technique du protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 189 du 27.6.2014, p. 155.	PE-CONS 76/14 9333/14 ADD 1 REV 1 - texte des déclarations	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
Directive 2014/67/UE du Parlement Européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur ("règlement IMI") (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 159 du 28.5.2014, p. 11.	PE-CONS 19/14 9336/14 ADD 1 REV 1 + 9336/14 ADD 2 - texte des déclarations	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur, excepté: Contre: LV, HU Abstention: EE

Directive 2014/68/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 189 du 27.6.2014, p. 164.	PE-CONS 38/14 9338/14 ADD 1 - texte de la déclaration	Unanimité	Tous les États membres en faveur, excepté: Abstention: BG
ACTES NON LÉGISLATIFS			
ACTE		DOCUMENT / DÉCLARATIONS	
2014/321/UE: Décision du Conseil du 13 mai 2014 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne et de ses États membres, du protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne JO L 165 du 4.6.2014, p. 30.		14187/13	
Conclusions du Conseil sur la coopération douanière avec la République populaire de Chine		8112/1/14 REV 1	
2014/306/UE: Décision du Conseil du 13 mai 2014 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République des Seychelles JO L 160 du 29.5.2014, p. 4.		16651/13 9214/14 ADD 1 - texte des déclarations	

2014/351/UE: Décision du Conseil du 13 mai 2014 relative à la conclusion du protocole agréé entre l'Union européenne et la République de Madagascar fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat de pêche en vigueur entre les deux parties JO L 175 du 14.6.2014, p. 24	14164/1/12 REV 1 9138/14 ADD 1 - texte de la déclaration
2014/369/UE: Décision du Conseil du 13 mai 2014 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole entre l'Union européenne et l'Union des Comores fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche en vigueur entre les deux parties JO L 179 du 19.6.2014, p. 1	16130/13 9106/14 ADD 1 - texte de la déclaration
3314^e session du Conseil de l'Union européenne (AGRICULTURE ET PÊCHE), tenue à Bruxelles le 19 mai 2014	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT / DÉCLARATIONS
Décision du Conseil concernant la position à adopter, au nom de l'Union européenne, au sein de la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI)	9398/1/14 REV 1 9405/14 ADD 1 - texte de la déclaration
Décision du Conseil concernant la position à adopter, au nom de l'Union européenne, au sein de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM)	9389/1/14 REV 1 9095/14 ADD 1 - texte de la déclaration
2014/334/UE: Décision du Conseil du 19 mai 2014 relative à la signature, au nom de l'Union européenne, et à l'application provisoire du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe JO L 168 du 7.6.2014, p. 1.	8583/14 9670/14 ADD 1 REV 1 - texte des déclarations

Règlement (UE) n° 607/2014 du Conseil du 19 mai 2014 relatif à la répartition des possibilités de pêche au titre du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe JO L 168 du 7.6.2014, p. 27.	8589/14 9670/14 ADD 1 REV 1 - texte des déclarations
Conclusions du Conseil sur une nouvelle stratégie de l'UE pour les forêts	9445/14
2014/344/UE: Décision du Conseil du 19 mai 2014 relative à la conclusion de l'arrangement entre l'Union européenne et la Principauté de Liechtenstein sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile JO L 170 du 11.6.2014, p. 49.	18115/13 18116/13
2014/301/UE: Décision du Conseil du 19 mai 2014 relative à la conclusion de l'arrangement entre l'Union européenne et le Royaume de Norvège sur les modalités de sa participation au Bureau européen d'appui en matière d'asile OJ L 157 du 27.5.2014, p. 33.	18140/13 18141/13
3315^e session du Conseil de l'Union européenne (AFFAIRES ÉTRANGÈRES), tenue à Bruxelles le 19 mai 2014	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT / DÉCLARATIONS
2014/323/UE: Décision du Conseil du 19 mai 2014 abrogeant la décision 2010/371/UE relative à la conclusion de la procédure de consultation avec la République de Madagascar au titre de l'article 96 de l'accord de partenariat ACP-UE JO L 165 du 4.6.2014, p. 51.	9225/14

Conclusions du Conseil relatives au rapport 2013 sur la mise en œuvre du plan d'action 2010-2015 de l'Union sur l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans le cadre de la coopération au développement	9988/14
Conclusions du Conseil sur le rapport annuel 2014 au Conseil européen concernant les objectifs d'aide au développement de l'UE	9358/14
Conclusions du Conseil sur la position commune de l'UE en vue de la troisième conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PEID) (Apia, Samoa, du 1 ^{er} au 4 septembre 2014)	9986/14
Conclusions du Conseil sur un cadre de résultats de l'UE pour le développement et la coopération	8605/14
Conclusions du Conseil sur une approche de la coopération au développement fondée sur les droits, englobant tous les droits de l'homme	9987/14
3316^e session du Conseil de l'Union européenne (ÉDUCATION, JEUNESSE, CULTURE ET SPORT), tenue à Bruxelles les 20 et 21 mai 2014	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT/DÉCLARATIONS
Conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 16/2013 intitulé "Bilan concernant le contrôle unique (single audit), ainsi que l'utilisation, par la Commission, des travaux des autorités d'audit nationales dans le domaine de la cohésion"	9187/14
Décision 2014/294/PESC du Conseil du 20 mai 2014 modifiant la décision 2013/233/PESC relative à la mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye (EUBAM Libya) JO L 151 du 21.5.2014, p. 24.	8995/14

Conclusions du Conseil sur l'éducation et la formation performantes des enseignants	8883/14
Conclusions du Conseil sur le plurilinguisme et le développement des compétences linguistiques	9513/14
Conclusions du Conseil sur l'assurance de la qualité à l'appui de l'éducation et de la formation	9516/1/14 REV 1
Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 20 mai 2014, relative au tour d'horizon du processus du dialogue structuré, y compris sur l'inclusion sociale des jeunes JO C 183 du 14.6.2014, p. 1.	9026/14
Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 20 mai 2014, sur un plan de travail de l'Union européenne en faveur de la jeunesse pour 2014-2015 JO C 183 du 14.6.2014, p. 5.	9523/14
Conclusions du Conseil sur la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes afin de favoriser l'inclusion sociale des jeunes	8378/14
2014/352/UE: Décision du Conseil du 21 mai 2014 désignant la "Capitale européenne de la culture 2018" aux Pays-Bas JO L 175 du 14.6.2014, p. 26.	9252/14
2014/353/UE: Décision d'exécution du Conseil du 21 mai 2014 relative aux modalités pratiques et de procédure en vue de la désignation, par le Conseil, de trois experts du jury de sélection et de suivi pour l'action de l'Union en faveur des "capitales européennes de la culture" pour les années 2020 à 2033 JO L 175 du 14.6.2014, p. 27.	9128/14

Conclusions du Conseil sur la dimension stratégique du patrimoine culturel pour une Europe durable		9129/14	
Conclusions du Conseil sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans le sport		9517/14	
Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 21 mai 2014, sur le plan de travail de l'Union européenne en faveur du sport pour 2014-2017 JO C 183 du 14.6.2014, p. 12		9131/14	
3317^e session du Conseil de l'Union européenne (COMPÉTITIVITÉ - Marché intérieur, industrie, recherche et espace), tenue à Bruxelles le 26 mai 2014			
ACTES LÉGISLATIFS			
ACTE	DOCUMENT	RÈGLE DE VOTE	VOIX
2014/335/UE, Euratom: Décision du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne JO L 168 du 7.6.2014, p. 105.	5602/14	Unanimité	Tous les États membres en faveur
<p>Déclaration du Conseil Le Conseil approuve à l'unanimité la méthode envisagée par la Commission pour le calcul de la correction accordée au Royaume-Uni, qui est décrite en détail dans le document de travail de la Commission qui figure dans le document 9858/14. Le Conseil convient à l'unanimité que la méthode de calcul susmentionnée respecte pleinement la présente décision, ainsi que les conclusions du Conseil européen des 7 et 8 février 2013 et l'accord intervenu au sein du Conseil européen les 27 et 28 juin 2013.</p>			

Déclaration de la Belgique, de la France, de la Hongrie, de l'Italie, du Luxembourg, de la Pologne, du Portugal et de l'Espagne

Les États membres ayant signé la présente déclaration soulignent que le préambule de la décision relative au système des ressources propres de l'Union européenne ne reflète pas totalement les conclusions du Conseil européen des 7 et 8 février 2013.

Ils considèrent que ces conclusions constituent une avancée importante dans le cadre des négociations du paquet législatif relatif aux ressources propres. Selon ces conclusions, qui traduisent la position commune générale des États membres, aucune mention des conclusions du Conseil européen de Fontainebleau de 1984 ne devait être faite et il ne devait être procédé à aucune appréciation du caractère approprié des corrections en faveur d'États membres particuliers.

Par conséquent, compte tenu des profonds changements de l'UE et de son budget depuis 1984, le texte du considérant 3 de la décision, qui a été introduit dans la version actuelle de la décision relative aux ressources propres sur la base des conclusions du Conseil européen de décembre 2005, ne préjuge pas les discussions à venir sur le réexamen du système des ressources propres.

Règlement (UE, Euratom) n° 608/2014 du Conseil du 26 mai 2014 portant mesures d'exécution du système des ressources propres de l'Union européenne JO L 168 du 7.6.2014, p. 29.	5600/14	Majorité qualifiée	Tous les États membres en faveur
ACTES NON LÉGISLATIFS			
ACTE	DOCUMENT / DÉCLARATIONS		
Décision du Conseil concernant la position à adopter, au nom de l'Union européenne, au sein de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO)	9449/1/14 REV 1 9863/14 ADD 1 - texte de la déclaration		
Décision du Conseil concernant la position à adopter, au nom de l'Union européenne, au sein de l'Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord (OCSAN)	9450/1/14 REV 1 9866/14 ADD 1 - texte de la déclaration		
Décision du Conseil concernant la position à adopter, au nom de l'Union européenne, au sein de la Commission des pêches de l'Atlantique du Nord-Est (CPANE)	9451/1/14 REV 1 9867/14 ADD 1 - texte de la déclaration		

<p>2014/346/UE: Décision du Conseil du 26 mai 2014 relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne lors de la 103^e session de la Conférence internationale du travail en ce qui concerne les amendements au code de la convention du travail maritime JO L 172 du 12.6.2014, p. 28.</p>	<p>9710/14 9710/14 ADD 1 - texte des déclarations</p>
<p>Conclusions du Conseil sur la réforme de la gouvernance de l'union douanière de l'UE</p>	<p>9688/14 9559/1/14 REV 1 ADD 1 - texte de la déclaration</p>
<p>Règlement (UE, Euratom) n° 609/2014 du Conseil du 26 mai 2014 relatif aux modalités et à la procédure de mise à disposition des ressources propres traditionnelles, de la ressource propre fondée sur la TVA et de la ressource propre fondée sur le RNB et aux mesures visant à faire face aux besoins de trésorerie (refonte) JO L 168 du 7.6.2014, p. 39.</p>	<p>5603/14</p>
<p>Déclaration du Conseil et de la Commission Le Conseil et la Commission conviennent que, au plus tard à la fin de mars 2015, la Commission présentera une proposition concernant l'article 12 du règlement du Conseil relatif aux modalités et à la procédure de mise à disposition des ressources propres traditionnelles, de la ressource propre fondée sur la TVA et de la ressource propre fondée sur le RNB et aux mesures visant à faire face aux besoins de trésorerie, afin de permettre une révision du calcul des intérêts sur les montants mis à disposition tardivement. En outre, le(s) taux d'intérêt devra(ont) respecter le principe de proportionnalité tout en assurant le bon fonctionnement du système visant à faire face aux besoins de trésorerie.</p>	
<p>Règlement (UE) n° 566/2014 du Conseil du 26 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 617/2007 en ce qui concerne l'application de la période de transition entre le 10^e FED et le 11^e FED, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord interne relatif au 11^e FED JO L 157 du 27.5.2014, p. 35.</p>	<p>8543/14</p>

Règlement (UE) n° 567/2014 du Conseil du 26 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 215/2008 portant règlement financier applicable au 10 ^e Fonds européen de développement, en ce qui concerne l'application de la période de transition entre le 10 ^e Fonds européen de développement et le 11 ^e Fonds européen de développement jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord interne relatif au 11 ^e Fonds européen de développement JO L 157 du 27.5.2014, p. 52.	8857/14
2014/451/UE: Décision du Conseil du 26 mai 2014 relative à la signature et à la conclusion de l'accord de participation entre l'Union européenne et la Confédération suisse relatif à la participation de la Confédération suisse à la mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye (EUBAM Libya) JO L 205 du 12.7.2014, p. 2.	9324/14 9325/14
Conclusions du Conseil intitulées "Vers une vision commune UE-ASE dans le domaine spatial pour renforcer la compétitivité"	10289/14
Conclusions du Conseil sur la mise en œuvre de la feuille de route pour le forum stratégique européen pour les infrastructures de recherche	10257/14
Procédures écrites achevées le 28 mai 2014	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT / DÉCLARATIONS
Décision 2014/308/PESC du Conseil du 28 mai 2014 modifiant la décision 2014/145/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO L 160 du 29.5.2014, p. 33.	8944/14

Règlement d'exécution (UE) n° 577/2014 du Conseil du 28 mai 2014 modifiant le règlement (UE) n° 269/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO L 160 du 29.5.2014, p. 7.	8946/14
Décision 2014/309/PESC du Conseil du 28 mai 2014 modifiant la décision 2013/255/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Syrie JO L 160 du 29.5.2014, p. 37.	9841/14
Règlement d'exécution (UE) n° 578/2014 du Conseil du 28 mai 2014 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 36/2012 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Syrie JO L 160 du 29.5.2014, p. 11.	9843/14